

# Mathieu COMBET

**Maître de conférences en droit privé**  
**Faculté de Droit de Saint-Etienne**  
**Université Jean MONNET**  
**COMUE de Lyon**  
**mathieu.combet@univ-st-etienne.fr**



Membre du Centre de Recherches Critiques sur le Droit - UMR CNRS 5137

Membre du Réseau universitaire européen « Droit de l'Espace de Liberté, Sécurité et Justice » (GDR CNRS ELSJ n°3452)

Membre associé au Centre d'Etudes Européennes de l'Université Jean Moulin  
Lyon 3  
Université Jean Moulin Lyon 3

## **PARCOURS UNIVERSITAIRE**

**Septembre 2015 :** Maître de conférences en droit privé à la faculté de droit de l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne

**Mars 2015 – Juin 2015 :** Chercheur Post-doctorant rattaché à la Chaire Notariale Européenne de Monsieur le Professeur Cyril NOURISSAT, Equipe de Droit International, Européen et Comparé (EDIEC – EA 4185) à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

**2014 :** Doctorat en droit de l'Union européenne. Intitulé de la thèse : « L'établissement des sociétés en droit de l'Union européenne : contribution à l'étude de la création

jurisprudentielle d'un droit subjectif ». Thèse soutenue le 12 septembre 2014, à l'Université Jean Moulin, Lyon 3. Le jury était composé de Messieurs les Professeurs Cyril NOURISSAT, Jean-Sylvestre BERGE, Francesco MARTUCCI, Michel MENJUCQ, et Monsieur l'Avocat Général Melchior WATHELET

**2012 – 2013 :** Juriste à la Fédération Bancaire Française. Responsable du Comité de Liaison aux Affaires Européennes.

**2007 – 2012 :** Allocataire de recherche, moniteur de l'enseignement supérieur, puis A.T.E.R. en droit privé, Université Jean Moulin, Lyon 3

**2006-2007 :** Master 2 Recherche Droit européen, Université Jean Moulin, Lyon 3, *Mention Assez Bien*

## **RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES**

---

**Mai 2017 :** Responsable de la Licence professionnelle « Métiers du notariat ».

**Septembre 2016 :** Responsable adjoint de la Licence « Droit-Affaires médicales »

## **ENSEIGNEMENTS**

---

**Licence :** Droit des obligations et Introduction générale au droit

**Master 1 :** Droit international privé, Droit des affaires de l'Union européenne

**Master 2 :** Droit du commerce international, Droit européen des nouvelles technologies

## **TRAVAUX DE RECHERCHE ET PUBLICATIONS**

---

### **2017**

*Le droit d'établissement des sociétés en droit de l'Union européenne : contribution à la l'étude de la création jurisprudentielle d'un droit subjectif.* – Paris, Mare et Martin, 2017, 508 p.

« Des nouvelles clauses compromissaires dans les contrats du XXI e siècle », *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2017/126 n°6205, pp. 19-22.

## 2016

« L'encadrement du forum actoris par la Cour de justice de l'Union européenne, note sous CJUE, 16 juin 2016, Universal musique, aff. C-12/15 », *Revue du Droit de l'Union Européenne* 3-4/2016, pp. 660-666.

« Le droit d'établissement des sociétés ou L'hypothèse d'une Concurrence normative », in E. CARPANO, E. MAZUYER et E. CHASTAGNARET (dir.), *Concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'Union européenne : théorie et pratique[s]*. – Bruxelles, Larcier, 2016, pp. 113-138.

« Le décloisonnement du droit de l'Union européenne par-delà les frontières du marché intérieur », in M. FATIN-ROUGE STEFANINI et R. M MEHDY (dir.). - *La frontière revisitée : un concept à l'épreuve de la globalisation*. – Paris, Institut Varenne, 2016, 298 p.

« Le droit d'établissement des sociétés en droit de l'Union européenne et l'existence présumée d'une concurrence normative », *Revue Lamy Droit des Affaires*, 206/116, pp. 28-32.

« Affaire ORELSAN : l'art à tout prix ?, note sous CA Versailles, 18 févr. 2016 », *JAC*, 38/2016, pp. 39-39.

« De l'encadrement des contrats de prêt en droit de l'Union européenne, note sous CJUE, 3 déc. 2015, Banif Bank Plus », *Revue Internationale des Services Financiers*, 2016/2, pp. 68-71.

« Les activités notariales et les clauses abusives, note sous CJUE, 1er oct. 2015, ERSTE Bank, aff. C-32/14 », *JCP (N)*, 8 janvier 2016, n°1, 1000.

« La délimitation du droit processuel des Etats membres et les impératifs de protection des consommateurs contre les clauses abusives, note sous CJUE, 29 octobre 2015, BBVA SA », *Revue Internationale des Services Financiers*, 2016/1, pp. 113-116.

## 2015

« Nationalité(s) des films », in « Production audiovisuelle – L'union fait la force », *JAC* n°34/2015, pp. 25-27.

« L'impossible justification des exigences interdites dans la directive "services" ; note sous Cour de Justice de l'Union européenne, 16 juin 2015, affaire C-593/13, Presidenza del Consiglio dei Ministri et a. contre Rina Services SpA e.a » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2015/107, pp. 46/50.

« La Protection des consommateurs contre les clauses abusives dans les contrats d'assurance, note sous CJUE, 23 avril 2015, Van Hove, aff. C-96/14 », *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2015/106, pp. 55-57.

« Les concessions de jeux d'argent dans le marché intérieur : le clair-obscur de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, note sous CJUE, 22 janv. 2015, aff. C-463/13, Stanley International Betting Ltd ; CJUE, ord., 12 févr., 2015, aff. C-480/14, Sogno di Tolosa e.a. ; CJUE, ord., 12 févr., 2015, aff. C-478/14, Sidd ; CJUE, ord., 12 févr., 2015, aff. C-457/14, Concu et Melis ; CJUE, ord., 12 févr., 2015, aff. C-652/13, Saba ; CJUE, ord., 12 févr., 2015, aff. C-651/13, Lb Group », *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2015/104, pp. 49-53.

« La protection des investisseurs dans l'espace judiciaire européen et les risques de dissémination du contentieux pour les établissements bancaires et financiers, note sous CJUE, 28 janvier 2015, aff. C-375/13, H. Kolassa c/ Barclays Bank plc », *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2015/103, Repères n°5548, pp. 49-52.

« La libre prestation des services dans le domaine des jeux de hasard : retour aux fondamentaux pour la Cour de justice, note sous CJUE, 22 oct. 2014, aff. jtes C-344/13 et C-367/13, Blanco et Fabretti » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2015/101, Repères n°5479, pp. 63-64.

« De l'Utilisation de la Charte sur les droits fondamentaux dans la lutte contre les clauses abusives, note sous CJUE, 10 sept. 2014, Kusionova, aff. C-34/13 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2015/100, Repères n°5434, pp. 48-52.

## 2014

« La libre prestation des services dans le domaine maritime : quand l'unité de l'ordre juridique de l'Union européenne bouleverse les droits sociaux nationaux, note sous CJUE, 8 juill. 2014, Fonnship, aff. C-83/13 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2014/98, Repères n°5353, pp. 62-65.

« La résurgence des situations purement internes sur le décloisonnement du droit de l'Union européenne, note sous CJUE, 13 fév. 2014, Crono service, aff. jtes C-419/12 et C-420/12 et Airport Shuttle Express, aff. jtes C-162/12 et C-163/12 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2014/93, Repères n°5115, pp. 64-68.

« L'effectivité de la protection du consommateur à l'épreuve de l'autonomie procédurale des Etats membres, note sous CJUE, 5 déc. 2013, Asociación de Consumidores Independientes de Castilla y León, aff. C-413/12 » ; *Les Petites Affiches*, 19 mars 2014, n°56, pp. 7-16.

« Le renouvellement des sources du droit processuel des États membres par le décloisonnement du droit de l'Union européenne de la consommation, note sous CJUE, ord., 14 nov. 2013, Banco Popular Español, aff. jtes C-537/12 et C-116/13 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2014/89, Repère n°4938, pp. 65-68.

« L'effectivité de la protection du consommateur et le renouvellement des sources du droit processuel de la consommation, note sous CJUE, 3 oct. 2013, Soledad Duarte Hueros, aff. C-32/12 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2014/89, Repère n°4937, pp. 63-65.

### 2013

*Travaux dirigés de droit international privé*, in H. FULCHIRON, C. NOURISSAT, E. TREPOZ et A. DEVERS (dir.). – Paris, Lexisnexis, collection Objectif Droit – Travaux dirigés, 2013, 5<sup>ème</sup> éd.

« Du caractère déloyal d'une offre conjointe contenant un service financier, note sous CJUE, 18 juill. 2013, Citroën Belux NV, aff. C-265/12 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2013/86, Repères n° 4786, pp. 60-62.

« Le renouvellement des sources du droit processuel de la consommation par le droit de l'Union européenne, note sous CJUE, 21 fév. 2013, Banif Plus Bank Zrt, aff. C-472/11 » ; *Les Petites Affiches*, 17-18 septembre 2013, n°186-187, pp. 15-23.

« La remise en cause des interdictions de vente à perte et le spectre de la protection des consommateurs, note sous CJUE, Ord., 7 mars 2013, Euronics Belgium c/ Kamera Express, aff. C-343/12 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2014/89, Repères n° 4937, pp. 63-65.

« L'emprise du droit européen de la consommation sur le droit processuel des Etats membres, note sous CJUE, 14 mars 2013, Mohamed Aziz c/ Catalunyacaixa, aff. C-415/11 » ; *Les Petites Affiches*, 10-11 septembre 2013, n°181-182, pp. 9-18.

« La protection des passagers aériens en question, note sous CJUE, 31 janvier 2013 McDonagh c/ Ryanair, aff. C-12/11, CJUE, 26 février 2013, Air France c/ Folkerts, aff. C-11/11 et Proposition Règl. Parl. et Cons. UE, 13 mars 2013, COM(2013) 130 final » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2013/82, Repères n°4593, pp. 60-63.

« L'inopposabilité d'une clause attributive de juridiction à l'égard du sous-acquéreur dans les chaînes de contrats communautaires : le droit international privé des Etats membres au prisme du droit de l'Union européenne, note sous CJUE 7 février 2013, Refcomp, aff. C-543/10 » ; *Revue Lamy Droit des affaires*, 2013/80, Repères n°4510, pp. 52-55.

« La réaffirmation du droit à indemnisation des passagers aériens victimes de retards de vols, note sous CJUE, 23 oct. 2012, aff. C-581/10 et C-629/10, Nelson et autres » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2013/79, Repères n°4467, pp.54-55.

## 2012

« L'Espace de liberté sécurité justice : un droit à géographie variable ? » ; RTDeur. 2012., pp. 828.

« L'office du juge dans la lutte contre les clauses abusives : entre cohérence et protection du consommateur dans le marché intérieur, note sous CJUE, 12 mai 2012, Banco Español de Crédito, aff. C-618/10 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2012/77, Repères n°4372, pp.52-53

« Connaissance et acceptation d'une clause compromissaire stipulée dans les conditions générales de vente, note sous Cass. civ. 1<sup>ère</sup>, 11 mai 2012, n°10-25.620, F-D » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2012/74, Repères n°4236, pp. 70-73.

« La confirmation de l'obligation de mise en garde du PSI dans la commercialisation de produits spéculatifs, note sous Cass. com., 12 juin 2012, Mme X... c/ Caisse d'épargne, n°11-21.661, F-D » ; *Les Petites Affiches*, 19 oct. 2012, n°210, p. 7.

« La fin programmée des retenues à la source pour les dividendes versés à des OPCVM étrangers, note sous CJUE, 10 mai 2012, Santander Asset Management SGIIC SA, aff. jtes C-338/11 à C-347/11 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2012/73, Eclairage n°4147, pp. 58-62.

« Précisions sur le « centre des intérêts principaux » dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité, note sous CJUE, 20 oct. 2011, aff. C-396/09, Interdil Srl c/ Fallimento Gestione Crediti SpA » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2012/71, Repère n°4038, pp. 67-69.

« L'obligation d'évaluation du PSI et la délivrance d'une information adaptée à celle-ci, note sous Cass. com., 13 décembre 2011, Mme X... c/ société Banque

gestion privée Indosuez, n°11-11.934, F-D » ; *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, 2012, n°1, p.48.

« Le renforcement de l'obligation d'évaluation de l'investisseur et de délivrance d'une information adaptée de l'investisseur, note sous Cass. com., 10 janvier 2012, Mme X... c/ Caisse d'Epargne, n° 10-28800, F-D » ; *Les Petites Affiches*, 16 avril 2012 n° 76, p. 15.

## 2011

« La preuve de l'exécution de l'obligation de conseil du PSI ; note sous Cass. Com., 22 mars 2011, Mme X... c/ Banque Privée 1818 » ; *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, 2011/4, p. 204.

« La commercialisation des produits financiers en France dans une perspective du droit de l'Union européenne, note sous Cass. com. 12 oct. 2010 » ; *EUREDIA – Revue Européenne de Droit Bancaire et Financier*, 2011/2, p. 275.

« L'incohérence de l'obligation d'information dans la commercialisation de produits financiers, note sous Cass. com., 8 mars 2011, n° 10-14.456, F-D » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2011/63, Repères n°3585, pp. 22-25.

« Les incoterms au secours du Règlement Bruxelles I, note sous CJUE, 9 juin, 2011, Electrosteel Europe SA, aff. C-87/10 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2011/65, Repères n°3735, pp. 61-63.

« La directive services face à la jurisprudence de la Cour de justice », p. 63-86 in Ch. FERRARI-BREEUR (dir.). – *La directive services, en principes(s) et en pratique*. – Bruxelles : Bruylant, 2011. – 301 p.

« Les conflits de juridictions et les contrats du commerce électronique dans le marché intérieur, note sous CJUE, 7 déc. 2010, Pammer et Hotel Alpenhof, aff. C-585/08 et C-144/09 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2011/57, Repère n°3292, pp. 51-53.

## 2010

« Clause attributive de juridiction et application du règlement « Bruxelles I » : les prérogatives de puissance publique face au trou noir intégrationniste du droit de l'Union européenne, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ. 17 fév. 2010 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2010/51, Repère n°2971, pp. 66-69.

« Conformité et cohérence de l'information des produits financiers proposés aux investisseurs, note sous AMF, décisions contre Oddo et Compagnie et Oddo Asset Management » ; *Revue Lamy Droit des affaires*, 2010/50, Etudes n°2929, pp. 81-84.

« L'obligation d'information du droit de rétractation du professionnel et la protection du consommateur : la Cour de justice n'en ferait-elle pas trop ?, note sous CJUE, 19 déc. 2009, aff. C-227/08 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2010/47, Repères n°2787, pp. 60-63.

## **2009**

*Travaux dirigés de droit international privé*, in H. FULCHIRON, C. NOURISSAT et E. TREPPOZ (dir.). – Paris, Lexisnexis – Litec, collection Objectif Droit – Travaux dirigés, 2009, 4<sup>e</sup> ed.

« Méthodes de l'ELSJ et confiance Mutuelle », *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2009/43, Perspective n°2604, pp. 78-80, en Collab avec V. ANDREEVA, J. BAUCHY, E. BERNADSKAYA, M. COLLARD, E. DARJO, L. DU MERLE, C. GOMEZ, M. MARIANSKI, M. NADAUD C. ORO A. PARADIS, G. PAYAN

« Convergence judiciaire en matière de clauses attributives de juridictions dans un connaissance maritime, note sous Cass. com. 16 déc. 2008 et Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 16 déc. 2008 » ; *Revue Lamy droit des Affaires*, 2009/36, Repères n°2215, pp. 72-74.

## **Interventions à des colloques**

### **2015**

« Le certificat de coutume : un outil notarial pour l'établissement du droit étranger », C. NOURISSAT (dir.), *La planification successorale : quels outils pour quelles pratiques ?*, Lyon, le 26 novembre 2015.

« Sécurisation des produits alimentaires et encadrement du marché concurrentiel : la santé dans le marché intérieur », in B. ESPESSON et C. NOURISSAT (dir.), *La sécurité alimentaire est-elle seulement une question de santé ?*, Conférence internationale de bioéthique, Lyon le 17 et 18 septembre 2015.

« La dilution de la Charte sur les droits fondamentaux dans les règles relatives aux libertés de circulation dans l'Union européenne », in F. CHENEDE (dir.), *Les droits fondamentaux*, Journée Droit et Philosophie, Lyon juin 2015.

« L'art, l'esthétisme et le corps humain dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », in S. DOUMBE-BILLE (dir.), *Le corps et la CEDH*, Lyon le 2 avril 2015

### 2014

« Le décloisonnement du droit de l'Union européenne par-delà les frontières du marché intérieur », in R. MEHDI (dir.), *La frontière revisitée : un concept à l'épreuve de la globalisation*, Aix-en-Provence le 21 novembre 2014.

### 2011

« Le juste dans l'office de la Cour de justice de l'Union européenne : une application juste ou juste une application ? », in W. DROSS et D. FOREST (dir.), *Le juste*, Journée Droit et Philosophie, Lyon le 14 avril 2011.

### 2010

« La directive service face à la jurisprudence de la Cour de justice », in Ch. FERRARI-BREEUR (dir.), *La Directive services, En principe(s) et en Pratique*, Lyon le 29 mai 2010.